

# **GE\_GERICHTE ACJC/576/2017 vom 19. Mai 2017**

GE Cour de justice, 2017-05-19, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_ACJC\\_576\\_2017](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACJC_576_2017)

FR: GE\_GERICHTE ACJC/576/2017 du 19 mai 2017

IT: GE\_GERICHTE ACJC/576/2017 del 19 maggio 2017

## **Erwägungen**

### **E. 1**

S'agissant d'une procédure de mainlevée, seule la voie du recours est ouverte (art. 319 let. b et 309 let. b ch. 3 CPC). La procédure sommaire s'applique (art. 251 let. a CPC).

Le recours, écrit et motivé, doit être introduit auprès de l'instance de recours dans les dix jours à compter de la notification de la décision motivée, pour les décisions prises en procédure sommaire (art. 321 al. 1 et 2 CPC).

Interjeté dans la forme et le délai prescrits, le recours est recevable.

### **E. 2.1**

Conformément à l'art. 68 al. 1 et 2 let. c CPC, une partie à un procès devant les tribunaux suisses peut être représentée, dans les affaires soumises à la procédure sommaire, par des représentants professionnels au sens de l'art. 27 LP.

A teneur de l'art. 27 al. 1 LP, les cantons peuvent réglementer la représentation professionnelle des intéressés à la procédure d'exécution forcée.

Lors de la révision de la LP, le législateur n'a en effet vu aucune raison d'intervenir dans le compétence des cantons de déterminer qui est autorisé à représenter les parties dans les procédures sommaires que les cantons doivent organiser et les a laissés libres de prescrire que cette représentation peut être assurée par des personnes qui ne sont pas titulaires du brevet d'avocat (Message du Conseil fédéral concernant la révision de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, FF 1991 III 49).

D'après l'art. 1 let. d de la loi genevoise réglementant la profession d'agent d'affaires (LPAA; RSG E6 20), sont seuls admis en qualité de mandataires des parties auprès des offices des poursuites et des faillites de Genève les agents d'affaires autorisés par le Département de la sécurité (ci-après : Département).

Sont notamment dispensés de l'obligation de solliciter une autorisation auprès du Département, les agents d'affaires, domiciliés dans un autre canton et y exerçant cette profession (art. 6 let. b RPAA; RSG E6 20.01).

### **E. 2.2**

En l'espèce, il n'est pas contesté que E\_\_\_\_\_ est domiciliée dans le canton de Vaud et exerce la profession d'agent d'affaires breveté dans ce canton. Ainsi, elle est autorisée à représenter professionnellement l'intimée dans la présente procédure. Il s'ensuit que la réponse et la duplique de l'intimée sont recevables.

### **E. 3**

Selon l'art. 326 al. 1 CPC, les conclusions, les allégations de faits et les preuves nouvelles sont irrecevables.

- 5/9 -

C/21942/2016

Ainsi, les allégués nouveaux formulés par l'intimée dans sa réponse du 24 mars 2017 sont irrecevables.

#### **E. 4**

Le recourant reproche au Tribunal d'avoir admis l'identité entre la poursuivante et le créancier désigné dans le titre invoqué, alors qu'il a écarté les pièces de l'intimée rédigées en langue allemande.

##### **E. 4.1**

Le créancier dont la poursuite se fonde sur une reconnaissance de dette constatée par acte authentique ou sous seing privé peut requérir la mainlevée provisoire (art. 82 al. 1 LP).

Le juge de la mainlevée provisoire doit vérifier d'office l'existence matérielle d'une reconnaissance de dette (ATF 139 III 444 consid. 4.1.1, et les références; arrêt du Tribunal fédéral 5A\_40/2013 du 29 octobre 2013 consid. 2.2).

Il doit vérifier d'office également l'identité entre le poursuivant et le créancier désigné dans le titre, l'identité entre le poursuivi et le débiteur désigné et l'identité entre la prétention déduite en poursuite et la dette reconnue (GILLIERON, Commentaire de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, n. 73 s. ad art. 82 LP).

Un acte de défaut de biens vaut comme reconnaissance de dette dans le sens de l'art. 82 LP (art. 149 al. 2 LP).

Dans le cadre d'une procédure sommaire, le rôle du juge de la mainlevée n'est pas d'interpréter des contrats ou d'autres documents, mais d'accorder rapidement, après examen sommaire des faits et du droit, une protection provisoire au requérant dont la situation juridique paraît claire (arrêt du Tribunal fédéral du 10 mai 1968, résumé in JdT 1969 II 32; ACJC/658/2012 du 11 mai 2012, consid. 5.2; ACJC/1211/1999 du 25 novembre 1999, consid. 3).

##### **E. 4.2**

En vertu de l'art. 129 CPC, la procédure est conduite dans la langue officielle du canton dans lequel l'affaire est jugée. Si l'on doit exiger que les écritures des parties soient rédigées dans la langue officielle et que les débats se déroulent dans cette langue, l'on peut se montrer plus souple en ce qui concerne les titres produits en procédure, et cela même si le Code ne contient pas une disposition analogue à l'art. 53 al. 3 LTF permettant au Tribunal fédéral, avec l'accord des parties, de renoncer à une traduction des pièces qui ne sont pas rédigées dans la langue officielle (BOHNET, in Code de procédure civile commenté, BOHNET/HALDY/ JEANDIN/ SCHWEIZER/TAPPY [éd.], 2011, n. 3 ad art. 129 CPC).

D'après la jurisprudence, l'obligation de traduction pour les pièces peut être limitée aux passages topiques, pour autant qu'il ne s'agisse pas de procéder à une traduction orientée dénaturant le sens général du texte (ATF 128 I 273).

- 6/9 -

C/21942/2016

En outre, le principe de la bonne foi implique que, si ni le juge ni l'autre partie ne réagissent à la production de titres en langue étrangère, l'on doit considérer que le vice est, le cas échéant, couvert. Cette hypothèse pourra se présenter notamment lorsque les titres sont rédigés dans une langue répandue et connue, telle que l'anglais (BOHNET, op. cit., n. 5 ad art. 129 CPC).

Les actes des parties qui ne sont pas rédigés dans la langue officielle sont viciés. Selon l'art. 132 al. 1 1ère phrase CPC, un délai raisonnable doit être fixé pour leur rectification, c'est-à-dire pour leur traduction. Si dans le délai imparti par le tribunal, la traduction n'a pas lieu, l'acte n'est pas pris en considération (art. 132 al. 1 2ème phrase CPC; arrêt du Tribunal fédéral 4A\_246/2013 du 8 juillet 2013).

#### **E. 4.3**

En l'espèce, l'acte de défaut de biens produit comme titre de mainlevée a été délivré à C\_\_\_\_\_ et la poursuite a été introduite par l'intimée. Il n'y a ainsi pas identité entre le poursuivant et le créancier désigné dans le titre.

L'intimée a produit des pièces rédigées en allemand et en anglais. La pièce 5 de l'intimée, rédigée en français, mentionne la cession, avec effet au 16 janvier 2004, par D\_\_\_\_\_ à F\_\_\_\_\_ AG d'une créance envers le recourant selon un contrat de prêt. Le montant de la créance n'est pas mentionné dans ce document.

En dépit de l'ordonnance du Tribunal du 24 janvier 2017, l'intimée n'a pas traduit les pièces qui n'étaient pas rédigées en langue française, de sorte que celles-ci devaient être écartées, comme l'a d'ailleurs considéré le Tribunal. Le fait que lesdits documents seraient aisément compréhensibles même pour une personne ne maîtrisant pas la langue allemande n'est pas pertinent, dans la mesure où leur traduction a été ordonnée.

Les seules pièces rédigées en langue française, en l'absence de toute allégation recevable de l'intimée, ne permettant pas d'établir l'identité entre le poursuivant et le créancier désigné dans le titre (ni d'ailleurs l'identité entre la prétention résultant du titre et celle qui a été cédée), la requête de mainlevée devait être rejetée.

Le jugement attaqué sera ainsi annulé et la requête sera rejetée.

#### **E. 5.1**

Les frais judiciaires de première instance, dont la quotité n'est pas contestée, seront mis à la charge de l'intimée, qui succombe (art. 106 al. 1 et 318 al. 3 par analogie CPC). Ils seront compensés avec l'avance de frais, laquelle demeure acquise à l'Etat de Genève (art. 111 al. 1 CPC).

Compte tenu de l'issue de la cause, l'intimée sera également condamnée à verser au recourant 1'100 fr. à titre de dépens de première instance, débours et TVA compris (art. 105 al. 2 CPC; art. 84, 85 et 89 RTFMC; art. 23, 25 et 26 LaCC).

- 7/9 -

C/21942/2016

#### **E. 5.2**

Les frais judiciaires du recours, comprenant ceux de la décision de la Cour du 23 mars 2017, seront arrêtés à 600 fr. (art. 48 et 61 al. 1 OELP). Ils seront mis à la charge de l'intimée, qui succombe (art. 106 al. 1 CPC) et compensés avec l'avance de frais effectuée par le recourant, laquelle reste acquise à l'Etat de Genève (art. 111 al. 1 CPC). L'intimée sera ainsi condamnée à verser 600 fr. au recourant.

Celui-ci ne conclut qu'à la condamnation de l'intimée aux dépens de première instance, de sorte qu'il ne lui sera pas alloué de dépens pour la procédure de recours (ATF 139 III 334 consid. 4.2). \* \* \* \* \*

- 8/9 -

C/21942/2016 PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : A la forme : Déclare recevable le recours formé le 13 mars 2017 par A\_\_\_\_\_ contre le jugement JTPI/2528/2017 rendu le 23 février 2017 par le Tribunal de première instance dans la cause C/21942/2016-18 SML. Au fond : Annule le jugement attaqué et, statuant à nouveau : Rejette la requête de mainlevée provisoire formée le 2 novembre 2016 par B\_\_\_\_\_ AG à l'encontre de A\_\_\_\_\_. Arrête les frais judiciaires de première instance à 400 fr., les met à la charge de B\_\_\_\_\_ AG et les compense avec l'avance effectuée, laquelle demeure acquise à l'Etat de Genève. Condamne B\_\_\_\_\_ AG à verser à A\_\_\_\_\_ l'100 fr. à titre de dépens de première instance. Déboute les parties de toutes autres conclusions. Sur les frais : Arrête les frais judiciaires du recours à 600 fr., les met à la charge de B\_\_\_\_\_ AG et les compense avec l'avance de frais effectuée, laquelle demeure acquise à l'Etat de Genève. Condamne en conséquence B\_\_\_\_\_ AG à verser à A\_\_\_\_\_ la somme de 600 fr. Dit qu'il n'est pas alloué de dépens. Siégeant : Madame Fabienne GEISINGER-MARIETHOZ, présidente; Monsieur Laurent RIEBEN et Monsieur Ivo BUETTI, juges; Madame Céline FERREIRA, greffière. La présidente : Fabienne GEISINGER-MARIETHOZ

La greffière : Céline FERREIRA

- 9/9 -

C/21942/2016 Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 113 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art 100 al. 1 LTF) par devant le Tribunal fédéral par la voie du recours constitutionnel subsidiaire.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF inférieure à 30'000 fr.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.